

Mais nous ne l'avons pas fait, du fait de la complexité de l'opération et principalement parce que nous étions chargés d'étudier notre politique scientifique à la lumière de la mission qui lui incombe et qui était, comme je l'ai déjà dit, de favoriser le développement technologique dans l'industrie.

Dans cette perspective, la recherche fondamentale peut constituer un ingrédient important dans le long processus menant à l'innovation mais elle n'en n'est pas le produit et ne peut fournir une base tangible pour juger du succès ou de l'échec de cette politique dont l'objectif principal est de promouvoir le développement technologique dans l'industrie. Ainsi, les hommes de science qui se livrent à la recherche pure pourront nous accuser de n'avoir pas essayé d'apprécier la qualité de leur travail, mais non pas d'avoir présenté des cas d'espèce qui nuiraient à leur réputation, car nous ne l'avons pas fait.

Nous ne voudrions pas non plus laisser entendre que le travail de milliers d'ingénieurs et de technologues canadiens n'a pas été louable, ni précieux pour notre pays. Je le répète, nous avons examiné la politique scientifique au Canada; et dans les cas où depuis presque 50 ans, on favorisait certaines politiques et certains points de vue sous prétexte qu'ils entraîneraient la croissance économique grâce à l'innovation industrielle, nous n'avons pu éviter le simple critère du succès. Le grand parlementaire britannique Edmund Burke, né à Dublin comme le sénateur Grosart, considérait le succès comme le seul critère infaillible de la sagesse aux yeux du commun.

Nous avons motivé notre choix des trois programmes technologiques déjà mentionnés en ces termes:

Nous avons choisi l'énergie nucléaire et l'aviation militaire parce qu'il s'agit de deux grandes initiatives gouvernementales de la décennie en cause; la technologie des cerveaux électroniques n'a pas pris la même envergure, mais elle comporte sensiblement les mêmes leçons.

On ne saurait nier que les deux premiers programmes—l'énergie nucléaire et l'aviation militaire—ont été les deux principaux de caractère technologique entrepris dans l'après-guerre. Nous n'avons jamais prétendu, comme M. Hersberg et d'autres semblent le laisser entendre, que le Canada fut le seul pays à commettre des erreurs dans ce domaine de haute technologie; au contraire, nous avons dit:

D'autres réacteurs nucléaires ont également connu des difficultés dans le monde occidental, mais c'est une piètre consolation pour les Canadiens.

Plus loin, nous avons affirmé que:

La plupart des autres pays occidentaux étaient dans la même situation,

En analysant ces cas, notre objectif était de montrer—et le contexte l'atteste clairement—qu'après avoir négligé sérieusement nos possibilités d'innovation industrielle, et sans un mécanisme central efficace pour le contrôle de la politique scientifique, le gouvernement ne pourrait s'en remettre à l'industrie pour rendre le Canada autonome dans le secteur de la fabuleuse technologie. Et nous avons terminé notre analyse de ces cas en déclarant:

...la première tentative importante du gouvernement en vue d'encourager la recherche et le dévelop-

[L'honorable M. Lamontagne.]

pement dans l'industrie canadienne a échoué dans une grande mesure, sauf lorsque les contrats du gouvernement ont servi dans les cadres des arrangements de partage conclus avec les États-Unis.

Qui peut vraiment contester cette conclusion appliquée à la situation et à l'expérience acquise dans les années 50?

Nous aurions pu, si nous l'avions voulu, présenter une plus longue liste d'erreurs et d'échecs fondés sur les témoignages que nous avons entendus. Toutefois, nous ne cherchions pas—et je le répète, car apparemment nos critiques ne l'ont pas compris—à présenter une liste complète de tous les échecs et des réussites de la science et de la technologie canadiennes. Nous voulions discuter la politique scientifique et non donner, je le répète, une liste complète de nos échecs et réussites. Nous avons souligné, toutefois, l'immense apport du ministère de l'Agriculture à l'essor de l'Ouest et fourni une liste des inventions canadiennes à l'annexe 2 du chapitre 6 du rapport. J'avoue volontiers que cette liste, fondée sur l'ouvrage de J. J. Brown *Ideas in Exile*, est loin d'être complète, mais il y en a un nombre d'autres mentionnées dans nos délibérations que tous peuvent lire.

Je dois souligner que le comité a donné des instructions très claires à tous les ministères et organismes du gouvernement fédéral d'inclure dans leurs mémoires l'historique de cas détaillés de ce qu'ils considéraient leurs succès les plus marqués, que ce soit dans le domaine de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée ou du développement. Nous n'avons imposé aucune restriction quant à la nature ou à la longueur de ces histoires de réussites et nous les avons toutes publiées telles qu'elles nous sont parvenues. La seule limitation c'était la suggestion que chaque organisme limite à 15 le nombre de ses exposés de réalisations, ce qui était déjà assez libéral. Autrement dit, le comité a joué le rôle d'imprésario, par l'intermédiaire duquel les ministères et les organismes de l'État, de même que les organismes d'autres secteurs, pouvaient publier un exposé de leurs réalisations. C'est la première fois au Canada qu'une telle occasion s'offrait pour la publication de la documentation détaillée des réalisations de la science et de la technologie canadiennes. Le comité n'a pas passé sous silence les succès canadiens; s'il y avait à cet égard des critiques valables, ce serait plutôt que l'objectivité pouvait en souffrir, parce que nous avons publié des autobiographies organisationnelles, où la description des réalisations pouvait se faire librement par ceux qui les revendiquaient.

En second lieu, nos conclusions s'avèrent également exactes lorsque nous comparons les principaux composants de notre effort scientifique national à ceux d'autres pays développés. Comme je l'ai dit auparavant, ces comparaisons démontrent que le Canada se situe non seulement à la queue mais à côté de la course scientifique et technologique internationale. De plus si nous comparons notre rendement en termes de brevets d'inventions et d'innovations, nous découvrons encore que notre rendement a été très faible et que notre politique scientifique a failli à la tâche d'instituer des innovations dans l'industrie, ce qui jusqu'à maintenant a constitué son principal objectif ultime.

Troisièmement, le vif des témoignages que nous ont présentés les représentants des secteurs public et privé